

Elisabeth Borne après la Convention citoyenne pour le climat : "Je suis favorable à un référendum"

• Anne-Charlotte Dusseaulx, Marianne Enault et Arthur Nazaret

Concernant l'écologie, la société n'est-elle pas en avance sur les politiques?

Je ne crois pas. Cela montre surtout que lorsque des citoyens échangent avec des experts et des scientifiques, ils reçoivent une 'claque', comme ils le disent. L'urgence climatique nous saute à la gorge. Pour la première fois, on demande à une convention citoyenne de traiter des questions aussi larges. Ce qui s'en dégage, c'est une nouvelle vision de la société. Une vision qui confirme en grande partie le bien-fondé des mesures que nous avons prises. Nous devons passer de la surconsommation à la réparation, de l'étalement urbain à la rénovation des logements, des excès de la mondialisation aux circuits-courts.

Vous avez dit être favorable à un référendum. Pouvez-vous nous en dire plus?

Le Président rencontrera les 150 citoyens le 29 juin. Il évoquera devant eux la suite. À titre personnel, je suis favorable à un référendum. La Convention se prononcera sur ce sujet dimanche. Des questions multiples permettraient de faire partager les travaux de cette dernière avec tous les Français. L'organisation prendrait du temps, mais ce serait utile pour faire mûrir la conscience écologique. Cela donnerait l'occasion aux Français d'emprunter le chemin que les citoyens de la Convention ont pris.

Le référendum permet de vérifier l'adhésion et l'acceptabilité de ces mesures par les citoyens

Pourquoi consulter les Français sur certains sujets plutôt que d'autres ?

Avant toute chose il convient de rappeler que notre constitution encadre strictement ce qui peut être soumis à referendum. Au-delà de cette question, certaines propositions vont dans le sens de transformations déjà engagées et peuvent être

portées dans le plan de relance. D'autres sont des vrais choix de société. La publicité doit-elle être libre ou faut-il la réguler plus fortement? Doit-on continuer avec le modèle de la maison individuelle en lotissement ou vaut-il mieux privilégier la rénovation dans les centres villes? Il est important de savoir ce que veulent les Français.

Ségolène Royal voit dans le référendum un moyen de perdre encore du temps...

Elle se trompe. Certaines mesures sont très fortes, la transition écologique en a besoin. Le référendum permet de vérifier l'adhésion et l'acceptabilité de ces mesures par les citoyens. Ségolène Royal qui a abandonné la réforme de l'écotaxe devant la colère populaire devrait s'en souvenir. Quand on se plante, on recule pour longtemps.

Le gouvernement s'est engagé à tout reprendre "sans filtre". Qu'est-ce que cela veut dire ?

Le "sans filtre", cela veut dire que les mesures les plus abouties pourront être transmises au Parlement, via des projets de loi. Et dans ce cas il reviendra aux parlementaires de poursuivre le travail législatif sur les propositions des citoyens.

Nous voulons supprimer rapidement les passoires thermiques.

Faudra-t-il financer cette transition "quoi qu'il en coûte" ?

Au départ, nous avons demandé aux citoyens des pistes de financement, dans un cadre strict et contraint qui est désormais ancien. La crise sanitaire a montré que l'on pouvait changer la donne quand l'essentiel était en jeu. Cette transition est indispensable écologiquement mais permettra aussi de créer massivement de l'emploi. Nous sommes en train de travailler sur un plan de relance et les investissements dans la transition y seront massifs.

La convention demande l'interdiction de la location des passoires thermiques d'ici à 2030. Vous aussi ?

Nous voulons avancer sur ce chemin, nous voulons supprimer rapidement les passoires thermiques. Est-ce que cela passe par une obligation de rénovation pour les propriétaires? C'est une vraie question. C'est typiquement le genre de mesures sur lesquelles il serait utile d'avoir l'avis des Français.

Faut-il interdire toute artificialisation des terres tant que la réhabilitation d'espaces existants est possible ?

Sur ce point, les citoyens de la Convention prennent à contre-pied le modèle de

notre pays qui depuis des décennies s'appuie sur l'étalement urbain. Nous portons avec le gouvernement l'objectif "zéro artificialisation nette des sols". On doit trouver le chemin pour y parvenir. L'artificialisation est un désastre pour l'écologie et la biodiversité. Elle désertifie les centres-villes, étend les distances, oblige à recourir à la voiture. C'est un enjeu majeur. Là encore, il serait utile de connaître l'avis des Français, vérifier l'acceptabilité de cette mesure.

Je suis pour le fait de sanctionner plus efficacement les atteintes à l'environnement

Que pensez-vous d'une "loi Evin sur le climat", qui interdirait la publicité pour les produits nuisibles ?

La publicité influe évidemment sur nos modes de consommation et nos choix de société. Elle est faite pour ça. Par exemple, les SUV : en ville, ces voitures sont loin d'être indispensables, pourtant, elles prolifèrent. Donc, oui, je suis favorable à réguler davantage les messages publicitaires quand ils promeuvent des produits qui vont à l'encontre de nos engagements pour le climat.

Êtes-vous favorable au passage des 130 km/h aux 110 km/h ?

Cela permettrait de réduire les émissions de CO2 mais nous avons gardé en tête ce qui s'est passé au moment des 80 km/h. Il faudrait prendre le temps du débat.

Faut-il inscrire la préservation de la biodiversité et de l'environnement dans la Constitution ?

J'y suis tout à fait favorable. Ce n'est pas banal. Cela entraîne des obligations pour toutes les lois qui seront votées. C'est un outil très puissant. Si ces obligations n'étaient pas respectées, le Conseil constitutionnel a montré qu'il savait se prononcer avec force.

Et sur la notion d'écocide, de crime contre l'environnement ?

Je suis pour le fait de sanctionner plus efficacement les atteintes à l'environnement. Sinon cela ne sert à rien d'empiler des réglementations et des législations. Nous y avons réfléchi avec Nicole Belloubet. Nous avons un projet de loi sur la Justice environnementale qui porte des premières dispositions pour revoir l'échelle des sanctions et créer des juges spécialisés.

Je peux vous assurer que tous nos candidats ont un programme écologique

La Convention pointe la nécessité d'un moratoire sur la 5G. Qu'en pensez-vous ?

Les citoyens demandent une évaluation des impacts en termes de santé et d'environnement. Il serait utile d'avoir l'évaluation de l'Anses qui est attendue pour la fin du premier trimestre 2021. Je peux vous dire qu'avec Olivier Véran, nous venons de saisir le Premier ministre pour demander d'attendre cette évaluation avant le déploiement de la 5G.

Souhaitez-vous "peser plus" dans ce gouvernement ?

Je suis convaincue que la transition écologique doit être au cœur des prochains mois. C'est la meilleure stratégie. Alors oui, je souhaite continuer à porter cette transformation. Les citoyens ont envie d'aller plus loin, moi aussi, j'y suis prête

Ce que vous portez ne va-t-il pas à l'encontre des alliances passées par LREM aux municipales pour contrer les écologistes ?

Certains sont en train de monter en épingle une histoire qui ne concerne que quelques accords locaux. L'écologie n'appartient pas à un parti. Je peux vous assurer que tous nos candidats ont un programme écologique.

Je pense que le Président porte de façon très forte la question climatique depuis le début du quinquennat

Cette poussée écologique aux municipales est-elle une bonne nouvelle ?

La prise de conscience est là, c'est effectivement une bonne nouvelle et cela doit tous nous inciter, que ce soit au plan local, national, européen et mondial, à accélérer pour répondre à cette urgence climatique et écologique avérée.

Emmanuel Macron a-t-il terminé sa mue écolo ?

Je pense que le Président, et on ne s'en rend pas toujours compte, porte de façon très forte la question climatique depuis le début du quinquennat. Quand Donald Trump a annoncé qu'il quittait l'accord de Paris, cela aurait pu être la débandade. Mais Emmanuel Macron a repris en main le sujet et a porté une coalition mondiale pour le sauver. Comme nous tous, il a de plus en plus conscience de ce que l'urgence climatique et écologique veut dire et de la nécessité d'agir maintenant.

Pourquoi n'est-il pas perçu comme un écolo ?

J'ai vu beaucoup de gens sortir des tribunes ces derniers mois. Mais, au-delà des mots, nous pouvons être fiers de ce que nous avons fait : la fermeture des centrales à charbon, la fin de l'exploitation des hydrocarbures, l'arrêt d'Europacity, de Notre-Dame Des Landes, de la montagne d'or, la loi mobilité, la loi anti-gaspillage,

l'inscription de la neutralité carbone dans la loi... Aujourd'hui, il faut s'attacher davantage encore à transformer le quotidien des Français. Je suis par exemple fière du plan vélo, c'est une mesure qui a un effet immédiat. 200.000 vélos ont été réparés et je n'ai pas de doute qu'on sera à un million de vélo d'ici la fin de l'année. Il faut porter des transformations très concrètes et veiller à faire le dernier kilomètre de nos politiques, jusqu'au citoyen. Si ces derniers veulent accélérer, tant mieux, cela va nous donner de la force.